

**19° Festival International de Géographie
2, 3, 4 et 5 octobre 2008**

«Entre guerres et conflits, la planète sous tension »

Prolifération nucléaire, Iran et pays émergents

Bernard Hourcade

CNRS, UMR Monde iranien, Paris

1. L'IRAN PAYS EMERGENT : LES AMBITIONS NATIONALES IRANIENNES

Parmi les nombreux facteurs, dont certains sont très spécifiques, qui peuvent expliquer l'activité proliférante de l'Iran, il semble important de souligner le fait que ce pays est d'abord un **pays émergent** ou qui tente de le devenir.

Cette dynamique fait consensus pour que l'Iran trouve dans la communauté internationale du XXIe siècle, une place jugée « légitime » par l'immense majorité de la population. Cette nouvelle version du nationalisme, tournée vers l'avenir plus que vers les héritages passés, fait taire les oppositions internes, si bien que sa gestion et son contrôle ne passent pas ou peu par des changements de rapports de force internes au pays, mais surtout par la prise en compte des questions posées par les pays émergents quant à leur place économique, culturelle, mais surtout politique dans la **communauté internationale façonnée par la mondialisation et non plus par la décolonisation ou la Guerre froide.**

L'Iran est passé à coté de la révolution industrielle au XIX e siècle, à côté des mouvements de libération du XXe et ne veut pas rater la mondialisation du XXI e siècle

Dans ce contexte le cas iranien est peut être à considérer comme précurseur et non pas exceptionnel. De même que les guerres du Vietnam ou d'Algérie n'étaient pas des réponses pour gérer la fin des colonisations, la condamnation unanime de l'Iran par l'ONU et l'embargo économique ne sauraient être une réponse durable à l'émergence de certains pays. C'est au mieux un moyen pour gagner du temps ou pour cacher l'impuissance des grandes puissances à gérer une dynamique internationale nouvelle.

Les ambitions de puissance d'un petit état (Libye, Corée du Nord) ou d'états à faible revenu ou IDH (URSS, Chine) peuvent conduire, pour des raisons idéologiques à une

politique de prolifération), même s'ils n'ont pas les moyens de soutenir durablement la position qu'ils envient et de multiples autres raisons peuvent expliquer cette pratique, mais le cas des pays émergent semble être le plus préoccupant, car leur politique semble devoir s'inscrire dans la durée.

2. QUI SONT LES PAYS EMERGENTS ?

Le classement sommaire des cinquante premier pays en fonction de leur population de leur PIB et de leur Indicateur de développement humain (IDH) permet de définir une liste de pays qui ont ainsi ce potentiel pour devenir « proliférant ». L'IDH permet d'évaluer ici la capacité scientifique du pays à développer durablement un programme proliférant. En éliminant dans ce classement les Etats qui sont au-delà du cinquantième rang, on évite de prendre en compte des pays marginaux dont la probabilité de venir proliférant est très faible.

a. Les grandes nations industrielles :

Le classement détache d'abord les pays riches qui sont parmi les 50 premiers dans les trois domaines. Peuvent devenir proliférantes très rapidement , mais sont intégrées dans des systèmes culturels, économiques et de défense

Onze pays sont parmi les cinquante premiers pays du point de vue de chacun des critères de population, PIB et IDH. Outre les Etats Unis, la France et le Royaume-Uni, qui font partie des puissances nucléaire, ces pays sont dorés et déjà développés et disposent a priori des moyens de base, démographiques, industriels scientifiques, et sont susceptible, si les conditions politiques l'exigent, de développer rapidement une politique proliférante.

ALLEMAGNE, ARGENTINE, CANADA, COREE SUD, ESPAGNE, ETATS-UNIS , FRANCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, ROYAUME UNI.

Fabriquer une arme atomique est - sur le plan technique - une question de quelques mois pour des pays comme l'Allemagne, le Japon ou même l'Argentine. Par contre un tel choix sur la plan politique impliquerait des ruptures très nombreuses, difficiles, coûteuses et longues à obtenir ou à décider en raison de l'imbrication de ces pays dans des réseaux d tous types. C'est la logique de la construction européenne en 1945, intégrant en priorité l'Allemagne pour éviter toute velléité militaire.

Du point de vue politique l'Allemagne ou le Japon, pourraient devenir proliférants (volonté d'entrer au Conseil de sécurité de l'ONU et en avoir les « insignes : l'arme atomique »).

b. Les nouveaux acteurs de la mondialisation

Un groupe de 37 pays sont parmi les 50 premiers du monde dans au moins deux des trois critères retenus.

Développer un programme proliférant leur poserait donc des difficultés, mais qui peuvent être surmontées ou compensées par d'autres facteurs notamment politiques. La Chine, la Russie et l'Inde sont dans cette catégorie de pays qui regroupe surtout des puissances régionales en devenir ou qui sont en train de chercher leur avenir en profitant de l'espace laissé ouvert par la fin de la sécurité apportée par l'opposition des blocs.

Ont été éliminés de la liste les pays qui sont parmi les cinquante derniers dans un critère, ce qui peut être considéré comme une condition insurmontable. La Corée du Nord, n'est pas à l'évidence un pays émergent, ses motivations sont d'abord idéologiques.

ALGERIE, AFRIQUE DU SUD, ARABIE SAOUDITE, AUSTRALIE, AUTRICHE, BELGIQUE, BRÉSIL, CHILI, CHINE, COLOMBIE, COREE NORD, DANEMARK, EGYPTE, EMIRATS ARABES UNIS, FINLANDE, GRECE, HONGRIE, INDE, INDONESIE, IRAN, IRAQ, ISRAEL, MEXIQUE, NIGERIA, PAYS BAS, PEROU, PHILIPPINES, PORTUGAL, RUSSIE, SINGAPOUR, SUEDE, SUISSE, TCHEQUIE, THAÏLANDE, UKRAINE, VENEZUELA.

C'est dans cette liste, qui comprend bien sur des États déjà nucléaires comme la Russie, que l'on peut trouver les pays ayant les capacités objectives à devenir un pays émergent, ce qui doit être prise en compte pour évaluer le risque de prolifération.

Au Moyen Orient : Iran, Irak, Egypte, Arabie, Israël, mais aussi les Emirats dont l'autonomie politique semble cependant limitée et la population trop peu nombreuse faible même si elle est compensée par des revenus financiers et la capacité d'importer des scientifiques et techniciens.

En Asie: l'Indonésie, Philippines, Thaïlande.

En Afrique, le Nigéria et l'Afrique du Sud.

En Amérique latine, presque tous les pays sont concernés : Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela

Surtout en Europe : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce Hongrie, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchèque, Ukraine.

c. Les pays ambitieux mais manquant de moyen

De nombreux pays (42) sont enfin classés dans les cinquante premiers pour seulement un seul critère, mais après avoir éliminé ceux qui sont parmi les cinquante derniers dans un critère il ne reste plus que 16 pays qui pourraient être qualifiés d'émergents.

COSTA RICA, CROATIE, CUBA, IRLANDE, KAZAKHSTAN, MALAISIE, NORVEGE, OUZBEKISTAN, PAKISTAN, ROUMANIE, SERBIE, SEYCHELLES, SLOVAQUIE, TURQUIE, VIETNAM, YEMEN.

Le simple fait d'être parmi les premiers pays du monde d'un certain point de vue peut légitimer des ambitions nucléaires. C'est le cas du Pakistan où l'existence d'une nombreuse population est certainement un fait qui renforce une volonté politique par ailleurs très affirmée face à l'Inde, mais aussi de la Turquie ou du Vietnam

3. LE ROLE DE L'EDUCATION ET DES SCIENCES DANS LES AMBITIONS DE PROLIFERATION

La question du développement scientifique, du nombre d'étudiants notamment dans les domaines scientifiques est un fait nouveau qui s'ajoute aux autres motivations favorables à la prolifération.

La plupart des pays en développement n'avaient pas d'universités ayant un minimum de capacités et d'autonomie scientifique dans les années 1960. Depuis lors, le

développement économique des pays a souvent été lent, mais **la nouvelle bourgeoisie moyenne s**

Le décalage est souvent fort entre le niveau d'éducation de la population de plus en plus « mondialisée » et la réalité économique ou industrielle, les frustrations qui en découlent sont ainsi de nature à faire apparaître un programme nucléaire comme un vecteur permettant à la fois de conforter un régime politique et de canaliser les ambitions nationalistes ou en matière de mondialisation des nouvelles classes sociales issues des universités mais ne trouvant pas de débouchés à la hauteur de leurs ambitions.

Le nucléaire devient ainsi le symbole d'une puissance régionale encore virtuelle. Les ambitions de ces nouvelles bourgeoisies moyennes modernes sont souvent politiques et culturelles (démocratisation, droits de l'homme) mais aussi scientifiques. **On assiste à une transposition au niveau du partage des connaissances avec les grands pays industriels (transferts de technologie et autonomie dans ce domaine), des revendications antérieures liées à la décolonisation ou à l'économie inégale du « Tiers monde ».**

Si un pays entrant dans cette catégorie a une politique proliférante, les moyens de le contrôler ou le contraindre doivent être adaptés pour être efficaces. Les contraintes politiques ou économiques touchent les élites ou couches sociales « anciennes » qui contrôlent encore les États, mais sont contestées par les nouvelles bourgeoisies « mondialisées ». Comme le montre l'exemple iranien, le programme nucléaire est ainsi un moyen pour le gouvernement en place de contraindre ses opposants à l'unité nationale.

Cette tactique a également pour effet de **retarder ou bloquer l'intégration politique et économique des pays concernés et donc de rendre peu efficaces les moyens de pression** multiples et complexes qui pourraient contraindre durablement un État à ne pas avoir de politique proliférante.

Un des leviers pour résoudre ou prévenir une crise pourrait donc être cherché dans le développement - dûment contrôlé - des relations scientifiques et technologiques. Ce type de politique pourrait provoquer des ruptures dans l'unité nationale politique et économique des pays émergents et faciliter les changements politiques nécessaires pour garantir la durabilité.

4. L'IRAN MODELE DE PAYS EMERGENT ?

L'Iran dispose de moyens scientifiques, financiers et industriels aptes à développer des activités proliférantes et à cela s'ajoute un contexte international et idéologique qui est souvent mis au premier plan mais qui est peut être un facteur secondaire de la politique iranienne, liée d'abord à son caractère émergent.

a. limite des capacités iraniennes

On constate cependant que l'Iran n'a pas de culture industrielle et n'a jamais réussi à produire en grande quantité, et durablement, des objets manufacturés. On le constate pour l'industrie automobile comme pour les centrifugeuses. La domination de l'économie de rente pétrolière, l'isolationnisme du gouvernement islamique depuis trois décennies et l'embargo américain puis international ont accentué cette caractéristique.

L'Iran est par contre **capable de produire à titre expérimental des objets de très haut niveau. C'est notamment le cas pour les missiles ou le nucléaire.** L'Iran a fait des progrès remarquables dans ce domaine (fusée Safir expérimentée en 2008, capable en théorie, de mettre un satellite en orbite). La capacité technique iranienne en matière nucléaire est incontestable.

Ces succès technologiques sur des objets très sensibles sont en partie une réponse au fait que l'Iran est un pays affaibli et marginal sur le plan économique. Malgré sa population nombreuse (70 millions), le haut niveau d'éducation de sa population (2,3 millions d'étudiants) et ses revenus pétroliers (78 MM USD en 2007-2008), l'Iran **demeure un pays faible sur le plan économique, en marge de la mondialisation et sous industrialisé : les produits manufacturés ne représentant que 1% des exportations non pétrolières du pays dont les exportations non pétrolières sont toujours dominées, comme au XVIe siècle par les tapis et les fruits secs).**

b. L'Iran « encerclé ». La lutte des deux diables

Une des constantes de l'histoire politique de l'Iran est le sentiment d'être entouré de peuples hostiles (grecs, arabes, turcs, mongols... américains) cherchant à occuper et contrôler le territoire iranien, et en retour la force du peuple iranien capable de vaincre l'occupant en jouant son propre jeu.

Ce sentiment obsidional est utilisé à son paroxysme par le gouvernement islamique,

en lutte contre « l'agression culturelle occidentale », les « forces du Mal » et « l'arrogance globale ». La révolution islamique a provoqué le retrait des garanties de sécurité apporté par les États-unis contre l'URSS, et s'est créé un nouvel « ennemi » avec Israël, si bien que le pays est aujourd'hui entouré d'entités « hostiles » ou nécessitant la disposition de moyens crédibles pour être respecté entre la Russie, le monde arabe, et turc, le Pakistan, Israël et les forces américaines dans le Golfe persique.

La prise du pouvoir à Bagdad par la majorité chiite a constitué un traumatisme pour les pays arabes sunnites de la région qui craignent désormais que les régions chiites ne passent sous influence iranienne. Ce facteur religieux isole l'Iran et accentué le caractère obsidional de ses analyses, mais d'un autre point de vue il contribue à donner à Téhéran une nouvelle opportunité d'influence nécessitant des moyens spécifiques. Dans cette perspective, **la détention d'une arme nucléaire n'est peut être pas un moyen utile. La raison du programme nucléaire iranienne est donc ailleurs**

On dispose de peu d'informations sur les visions stratégiques iraniennes, mais on sait que **le débat est encore ouvert sur l'utilité d'une arme nucléaire, notamment parmi les Gardiens de la révolution** gardiens des traditions de la guerre populaire ou dissymétrique et traumatisés par l'infériorité iranienne en matière de missiles. Ce qui n'empêche pas le programme en cours, lancé lors de la guerre Irak-Iran, de se poursuivre, personne à Téhéran n'ayant la capacité politique de prendre une décision forte dans ce domaine.

c. Le régime islamique : dictature ou consensus mou ?

Le contrôle de la vie sociale et politique du pays par le régime islamique n'est pas le fait d'un leader ou d'un petit groupe, mais d'une nébuleuse aujourd'hui difficilement gérable. Le Guide Ali Khamene'i n'a pas le charisme de R. Khomeyni et son bureau est composé de centaines de « conseillers spéciaux » venus des anciens membres des gouvernements ou institutions révolutionnaires ou religieuses.

Le problème principal de la République islamique est son incapacité prendre des décisions, à gérer les conflits inévitables entre institutions ou personnalités, le but étant de sauvegarder le consensus, quitte à ne rien faire. In fine le Guide a la capacité de dire « non » a une proposition mais il n'a pas les moyens ou le courage de dire « oui ». C'est le

cas pour les propositions européennes sur le nucléaire ou la normalisation des relations avec les États-unis. **Le Guide n'est donc pas un « despote » craint ou respecté mais un simple le porte-parole** des garants de la pérennité du régime islamique.

Les décisions ne sont prises que dans l'urgence et sous la contrainte. La seule contrainte faisant l'unanimité indispensable au « Bureau du Guide » est **la survie politique de la République islamique. Toute tentative extérieure visant, même indirectement, à changer le régime est donc vouée à l'échec.** Des progrès peuvent par contre être obtenus sur d'autres questions pouvant faire consensus.

d. L'Iran est isolé comme Etat mais pas comme nation émergente

Le pétrole et l'ouverture de la société imposent à l'Iran des relations internationales fortes

- **La diaspora iranienne**, puissant notamment aux États-unis, est de plus en plus diverse sur le plan idéologique et semble parfois disposée à travailler avec Téhéran pour défendre une « Patrie » d'autant plus idéalisée qu'elle est lointaine. **Le programme nucléaire ayant été initié par le régime impérial est ainsi soutenu activement par certains exilés** qui voient là, dans sa dimension scientifique et technologique, une composante durable de « l'Iran éternel ».

- **Les pays du « Tiers monde » ou émergents voient actuellement dans l'Iran un modèle de résistance à la mondialisation contrôlée par les Etats-Unis.** Cette opinion publique est relayée par certains gouvernement, hostiles au régime islamique, mais qui soutiendront une politique nucléaire iranienne qui ne les touche pas directement mais peut satisfaire et calmer à peu de frais leur opinion intérieure.

- **La logique des pays émergents s'impose de plus en plus comme un soutien durable à l'Iran nucléaire .**

e. Les rapports de force à l'intérieur de l'Iran.

La clé de la pérennité du régime islamique est **l'alliance – faute de mieux- entre la nouvelle bourgeoisie moderne, très critique sinon hostile au régime islamique, et les nouvelles élites modernistes issues notamment des anciens combattants Gardiens de la révolution.** Cette alliance avait été tentée par le président réformateur M. Khatami mais elle était alors peut être

prématurée car le pouvoir religieux était trop puissant.

En matière nucléaire il y a consensus entre les deux forces, mais la question de l'arme nucléaire est loin d'être tranchée, non sur le principe, mais sur son opportunité et son coût actuel. Un compromis est possible de leur part et rendant possible la normalisation des relations avec les États-unis.

Un succès sur ce dossier serait la porte ouverte à une ouverture économique et culturelle qui assurerait la stabilité du pouvoir politique iranien. Pour la majorité de la société iranienne ce serait la porte enfin ouverte pour une évolution interne – ou une rupture future - du système islamique.

GUERRE OU PAIX ?

Mais le pire est toujours le plus probable. Les idéologies sont plus fortes que les logiques et l'Iran a pour tradition historique de passer à côté des opportunités de l'histoire. La passion anti israélienne et anti américaine de quelques centaines de personnes est souvent plus efficace que la logique de millions de personnes éduquées qui veulent simplement participer au XXI^e siècle.

Pour faciliter ou contrôler l'émergence de ces pays, les menaces et sanctions sont certainement utiles pour établir des rapports de force positifs, mais il faudrait aussi prendre en compte le fait que c'est moins l'idéologie que la potentialités durables d'un pays qui font l'histoire dans la longue durée. L'Iran demeure une nation indispensable à la stabilité du Moyen orient. Tenter de le détruire pour des objectifs à court terme serait une erreur pire que le mal.

hourcade@ivry.cnrs.fr

<http://www.iran-inde.cnrs.fr>